

## **Sur les principes** : Rosa Paris 19°

Ces propositions confirment les craintes que nous sommes nombreux à avoir exprimées, dans nos GA et nos assemblées depuis le début de la préparation de cette Convention nationale. Le problème de la démocratisation du mouvement n'a jamais été franchement mis à l'ordre du jour de cette CN, ne serait-ce que pour en discuter. Il faut au minimum que le mot même de démocratie apparaisse dans nos textes, au moins comme un objectif à atteindre à terme pour notre organisation.

Il semble pour l'instant acté que les militants n'auront aucun autre moyen de peser sur le niveau national qu'un vote électronique annuel, ce qui correspond à une logique plébiscitaire, où nous aurons simplement à valider, individuellement et sans débat collectif préalable, des propositions conçues librement par une direction nationale non élue. Aucune initiative possible donc venant de la base : celle-ci a au mieux une fonction d'enregistrement. Quant à la « prise de décisions par consentement », elle revient à interdire l'expression (et donc la résolution) des désaccords internes et à empêcher tout débat collectif des militants entre eux : du moins nous pouvons bien discuter entre nous, mais ça n'aura aucun effet. Il est important au contraire que les décisions de la FI résultent de délibérations collectives et non d'une simple somme d'avis individuels récoltés par voie électronique.

Pour beaucoup, l'enjeu de ce débat est d'éviter absolument de se transformer en parti. Il est en effet indispensable de ne pas reproduire la bureaucratie, l'étrécissement et l'inertie des vieux appareils politiques. En revanche, cette obsession « pas-un-parti » devient dangereuse si elle conduit à rejeter le principe d'une organisation interne démocratique, au motif que les idées de délibération, d'élection et de délégation ne sonnent pas très neuves. Nous risquons alors de ressusciter une forme encore plus archaïque d'organisation politique, le vieux modèle du parti avant-garde des masses, où une minorité savante autoproclamée décide d'à peu près tout.

Si nous voulons éviter cela, nous devons adopter un système dans lequel des délégués désignés localement portent la parole des groupes d'insoumis au niveau national, et où la direction nationale est élue et contrôlée régulièrement (quel que soit la forme exacte de ce système, et sans remettre en cause l'intérêt du tirage au sort complément). Afin d'éviter tout risque de fossilisation, ces différents mandats peuvent être paritaires, courts, non renouvelables, impératifs, révocables, etc. : voilà de quoi faire de la FI un mouvement politique véritablement novateur. Il n'y a pas d'autre moyen de combiner la volonté de démocratisation avec le refus de la bureaucratisation : actuellement nous sacrifions l'une à l'autre.

Dernier point : il ne s'agit pas là de points de principe, abstraits et théoriques, mais de problèmes aux conséquences pratiques et stratégiques immédiates :

1. Comment, sans ce travail de démocratisation de la FI, répondre aux attaques sur le sectarisme et le centralisme du mouvement (qui rebutent beaucoup de gens pourtant proches de nous sur le fond) ?
2. Comment défendre notre programme, qui repose pour une large part sur le principe d'une démocratisation radicale de la société, si nous ne sommes mêmes pas capables de démocratiser notre mouvement ?
3. Comment attirer de nouveaux militants, et même simplement retenir et mobiliser ceux qui se sont inscrits au cours des derniers mois, si la seule perspective est celle de suivre des décisions prises par le haut, sans pouvoir les contrôler, sans pouvoir les initier, sans même pouvoir en débattre collectivement ? Déjà beaucoup de gens se démobilisent et nous quittent.
4. Enfin, ce débat sur l'organisation interne du mouvement doit être vu comme le préalable à notre action politique future : la façon dont nous organisons la FI aujourd'hui est l'occasion de s'exercer à la manière que nous aurons de gouverner les mairies, les départements, les régions, l'État... Le principe « d'abord l'action, ensuite la démocratie » n'a jamais marché : on ne s'improvise pas démocrate une fois au pouvoir – c'est plutôt le contraire. Nous risquons là encore, sous la novlangue du « réseau », de « l'inclusif », du « polycentré » et de la « bienveillance », de reproduire de bien vieilles erreurs historiques de la gauche.

## **Sur les Groupes d'Action :**

Rosa (FI Paris 19) dit :

10 novembre 2017 à 3 h 34 min

Cantonnés à 12 personnes et interdits de se coordonner de quelque manière que ce soit, les GA ne peuvent avoir qu'une autonomie de façade, limitée par leur éclatement et leur échelle réduite – d'autant qu'ils doivent bien suivre les campagnes et mots d'ordre décidés au niveau national, sans avoir en retour aucun pouvoir d'initiative, même pas de pouvoir de participation et de contrôle à ces décisions nationales. Voilà pour le coup une conception du militantisme qui rappelle bien les vieux appareils politiques.

Il ne suffit pas de nier les relations de pouvoir pour les faire disparaître. Actuellement il existe bien au-dessus des GA une direction de la FI, « polycentrique » et « gazeuse » si on veut, mais qui dirige le mouvement tout de même, sans être élue ni contrôlée par la base. Son efficacité n'est pas remise en cause, mais à terme, il faut que les GA puissent avoir une voix et un poids de premier plan à ce niveau national.

Deux exigences semblent indispensables :

1. Les GA doivent pouvoir former des coordinations, informelles ou plus institutionnalisées, pour mener des campagnes à plus grande échelle et pour permettre rencontres et débats des militants entre eux.
2. Les GA ou des systèmes de coordination de GA doivent pouvoir désigner des délégués qui portent la voix, les discussions, les décisions, les initiatives des groupes locaux au niveau national, et réciproquement informent en toute clarté les groupes locaux des décisions de la direction du mouvement.

Une solution intéressante serait d'avoir une assemblée régulière de la FI, composée pour partie de tirés au sort et pour partie de délégués élus par des GA (de manière tournante pour limiter le nombre) ou par des regroupements de GA (au niveau des arrondissements, circonscriptions ou départements par exemple). Le renouvellement serait fréquent, avec des mandats d'1 an par exemple, non renouvelables et révocables, et bien sûr paritaires. Cette assemblée aurait pour fonction d'élire la direction nationale, d'en contrôler les principales décisions, de faire remonter les initiatives et discussions des groupes locaux, ou encore de désigner nos porte-paroles et candidats. Nous aurions là un avant-goût du mouvement de démocratisation des institutions que nous voulons impulser en France – ce qui manque pour l'instant cruellement dans les propositions formulées pour cette Convention Nationale.

Ceci est important aussi car le système boîte à idée / vote électronique / tirage au sort ne peut suffire à assurer une participation collective et démocratique au mouvement : il individualise et atomise la consultation des insoumis, alors que les décisions devraient au contraire résulter d'un moment de délibération commune. C'est le rôle que peuvent jouer les GA et coordinations de GA, si nous leur donnons une place plus centrale et plus décisive dans le mouvement. Plutôt que l'autonomie en fait très restreinte qui leur est accordée aujourd'hui, il faut que les GA aient une forme de souveraineté au sein de la FI.

A tout le moins, il faut que la relation National / GA soit à double sens, alors qu'elle est uniquement descendante pour l'instant. Ce point devrait être inclus, au moins à titre d'objectif, dans cette charte.